

Chronique annuelle du Prix africain du journalisme d'éducation Edition 2004

Une initiative de l'Association pour le développement de l'éducation

Edition 2004 Les lauréats

Editorial

Cette année encore, et pour la troisième fois, nous sommes heureux de vous présenter les lauréats du Prix africain du journalisme d'éducation. Les journalistes talentueux de la cuvée 2004 sont : Mkgakga Monare, d'Afrique du Sud, Fousséni Traore, du Mali, Maggi Barnard, de Namibie, et Josette Barry, de Côte d'Ivoire. Bravo à nos lauréats à qui nous souhaitons de brillantes carrières et un intérêt toujours renouvelé pour le journalisme d'éducation !

Thanh Hoa Desruelles
Responsable publications/
communication de l'ADEA

Articles en français

1^{er} prix

M. Fousséni TRAORE,
Le Républicain,
Bamako, Mali Page 3

2^{ème} prix

Mme Josette BARRY,
Fraternité Matin,
Abidjan, Côte d'Ivoire Page 6

Articles en anglais

1^{er} prix

Mr. Nkgakga MONARE,
Sunday Times, Johannesburg,
Afrique du Sud Page 9

2^{ème} prix

Ms. Maggi BARNARD,
The Namibian, Windhoek,
Namibie Page 12



Prix
africain du
journalisme d'éducation
Akintola Fatoyinbo

Hommage à Akintola Fatoyinbo

Akintola Fatoyinbo est né le 12 février 1943 à Llesa, dans l'Ouest du Nigeria, où il suit ses premières années d'éducation. Après ses études secondaires, il part à Ibadan où il travaille comme employé pour le Syndicat national des étudiants nigériens. Il y rencontrera des étudiants du monde entier et cette expérience l'a sans doute incité à poursuivre une carrière internationale.

Il part en Allemagne pour étudier le journalisme puis, son diplôme en poche, il travaille au service Afrique de la radio Deutsche Welle, où il se lie avec les membres allemands et africains de la très dynamique équipe éditoriale, dont la plupart deviendront des amis pour le reste de sa vie. De retour en Afrique, il travaille dans le domaine des médias et de la communication – avec l'OMS à Ouagadougou sur les informations relatives à la santé ; en tant que directeur régional Afrique de l'agence InterPress Third World (IPS) ; et pour la Banque mondiale, institution où il passera l'essentiel de sa carrière, afin de promouvoir les médias africains et le soutien aux programmes de développement, par le biais d'opérations de communication.

C'est dans ce contexte qu'il participe à la création du projet ouest-africain de développement des agences de presse, lancé par l'UNESCO et financé par l'Allemagne. Détaché par la Banque mondiale, Akin devient le conseiller technique principal du projet et s'installe à Cotonou (Bénin) où le WANAD – nom

sous lequel ce projet se fera connaître – formera plus de 1 000 journalistes, techniciens et responsables. En 1995, date à laquelle l'Allemagne met fin à son appui financier, Akin prend l'initiative qui aboutit à faire du projet une ONG internationale – le centre WANAD. Il noue pour ce faire des partenariats avec des agences nationales de presse et des médias privés. Akin est élu secrétaire général du WANAD, fonction qu'il mène de front avec celle de spécialiste principal en communication en Afrique pour la Banque mondiale.

Convaincu que l'éducation était la clé du développement en Afrique et que la communication était un vecteur primordial pour promouvoir l'éducation, Akin ne ménagera ni son énergie ni son temps pour défendre cette idée – et ses efforts conduiront à la création, en 1998, du programme Communication pour l'éducation et le développement (COMED). Restait à mettre l'idée en pratique...

Akin avait le sentiment que les journalistes africains devaient, pour porter ce projet, se spécialiser dans le domaine de l'éducation et qu'il fallait, pour ce faire, leur assurer une formation adéquate. Il avait aussi parfaitement conscience de la nécessité d'améliorer la communication entre les ministères de l'éducation et les médias. Le COMED s'imposait donc comme une évidence, qui permet aux journalistes, aux chargés de communication en matière d'éducation et à d'autres parties prenantes de travailler en toute confiance.

La Banque mondiale, le Fonds fiduciaire norvégien pour l'éducation en Afrique et l'ADEA ont apporté leur soutien financier et technique à ce projet.

Au fil de discussions au sein de la communauté ADEA, il est devenu évident qu'il fallait inciter d'une manière ou d'une autre les journalistes et leurs employeurs à s'engager en faveur de reportages de qualité sur l'éducation en Afrique. Le prix africain du journalisme d'éducation était né !

Après la disparition brutale d'Akin en décembre 2002 à Dar-es-Salaam (Tanzanie), l'ADEA a décidé de lui dédier ce prix – connu désormais comme le prix africain du journalisme d'éducation Akintola Fatoyinbo. Il s'agissait en effet de rendre hommage à un homme doué de vision, dont le combat passionné pour la professionnalisation, la spécialisation et l'excellence des médias africains avait fini par devenir celui de toutes celles et ceux qui l'ont connu.

Alfred Opubor

Coordonnateur, Groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement

par leurs camarades pour résoudre les problèmes de l'école. Au cours de ce conseil hebdomadaire des ministres, le chargé de la Discipline fait le point. Les élèves se bagarrent moins, les amendes se font rares : la paix règne. Le ministre de l'Environnement s'inquiète du retard pris par la Mairie pour clôturer l'école et empêcher la divagation des animaux dans la cour. « *Le problème d'eau potable n'a pas été résolu non plus* », explique le ministre de l'Assainissement. Son collègue de la Santé informe le conseil qu'il s'est déplacé, il y a deux semaines, pour rencontrer l'équipe médicale et négocier la vaccination des élèves retardataires.

Une adolescente au regard vif dirige les débats. Elle a seulement 13 ans, mais tient à ce qu'on l'appelle Madame. Elle est le Premier ministre. Mariam Diarra, élève du CM2, prend sa mission très au sérieux. « Je suis fière de ce que je fais. Nous aidons les maîtres et nos parents. Mes camarades m'écourent et nous sommes respectés aussi bien à l'école qu'au village », explique-t-elle.

Retards, insultes, bagarres = amendes

L'école de Sangafara s'est dotée d'un gouvernement des enfants, il y a seulement un an. Mais que de choses réalisées depuis : une cantine, des rampes d'accès aux salles de classe pour les jeunes handicapés, un terrain de jeu et des équipements de sport. L'autodiscipline est désormais de rigueur : les retards, insultes, bagarres dans la cour, sanctionnés par une amende de 250 F Cfa (0,38 euros), ont quasiment cessé, à la grande satisfaction du corps enseignant.

« *La création du gouvernement a permis aux enfants, à l'école, de promouvoir la propreté et*

l'hygiène des enfants et leur assiduité », reconnaît Abou Bacr Koité, le directeur de l'école. Le « *gouvernement* » interdit la vente d'aliments dans la cour de l'école. Il veille à la propreté du goûter vendu dehors aux élèves. La traversée de l'enceinte scolaire par les engins motorisés, l'accès des armes, etc. sont strictement interdits. Un accent particulier est mis sur l'hygiène. La cour de l'école est balayée et les toilettes régulièrement nettoyées par les garçons et les filles sans distinction. Les garçons sales se font laver par les filles en guise de punition. Et vice versa. Les grands assurent la protection des tout-petits, aussi bien à l'école qu'au village. Les meilleurs élèves encadrent et soutiennent leurs camarades en difficulté.

Cette nouvelle approche de la gestion de l'école malienne bénéficie du soutien de l'Unicef (Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance). Le programme « *Gouvernement des enfants* » a été lancé à la rentrée 2002. Son but ? Donner aux enfants le goût de l'école et aux parents un « *espace sécurisé* » pour les filles, et améliorer le taux de scolarisation... L'école d'ordinaire ne traite pas de façon équitable les garçons et les filles. Les premiers sont responsables de classe tandis que les secondes exécutent les corvées de nettoyage et de balayage. Une discrimination que ne tolère pas le Gouvernement des enfants. « *On permet aux enfants de s'exprimer, de participer à la gestion des problèmes de l'école et de trouver des solutions. C'est aussi un outil pédagogique qui vise à donner un visage plus attractif à l'espace scolaire pour que les parents aient envie d'y envoyer leurs enfants, surtout les filles* », explique Frances Tumer, la représentante résidente de l'Unicef au Mali.

Parents et enseignants enthousiastes

L'initiative suscite l'enthousiasme des enfants, des professeurs et des parents. Aujourd'hui 350 écoles des régions de Kayes, Ségou et Mopti prennent part à l'opération. « *Nous avons été saisis par le Gouvernement des enfants pour faire la clôture de l'école, la fermeture des toilettes et de la cuisine. Cela signifie que les élèves s'intéressent à leur école et qu'ils pourront donc bien entretenir ce que nous allons faire* », explique Bourama Kanté, un parent d'élève. Ce solide sexagénaire constate que ses enfants se montrent plus responsables dans l'accomplissement des tâches quotidiennes à la maison. Le directeur de l'école de Sangafara note avec satisfaction : « *Ce que les responsables communautaires n'avaient pas l'habitude de faire, ils le font désormais. Les enfants les y poussent* ». Les enfants sont arrivés à faire changer l'image de l'école au niveau de la communauté.

Y a-t-il un lien entre cette prise de conscience et l'augmentation du taux de scolarisation ? Pour Patrick Bogino, administrateur du « *Programme éducation pour la vie* » de l'Unicef, certainement, les taux d'absentéisme et d'abandon scolaire ayant diminué. Mieux les écoles concernées ont toutes amélioré leur taux de recrutement au point que des problèmes de places se posent.

L'Etat malien, réticent au lancement de l'initiative, est actuellement acquis à la cause. La généralisation du Gouvernement des enfants à l'ensemble des écoles fondamentales, au nombre de 7000, est prévue d'ici 2007.

Fousséni Traoré ▶

Le Républicain

Le Républicain est un quotidien malien d'informations générales. Son tirage est de 10.000 exemplaires. Perçu comme le journal des intellectuels, a été créé à la faveur du vent démocratique de 1991. Ainsi le 16 septembre 1992, le premier numéro du *Républicain* a été mis sur le marché. Comme tous les journaux à cette époque, il avait pour objectif de contribuer à la consolidation de la démocratie, de s'investir sans arrière-pensée dans toute entreprise de défense des libertés individuelles et collectives.

Le contexte dans lequel le journal a vu le jour va inspirer sa ligne éditoriale et depuis lors, *Le Républicain* est resté fidèle à cette ligne malgré les multiples changements intervenus au cours de son évolution. Son objectif est d'apporter sa contribution à l'édification du Mali, de défendre les libertés individuelles et collectives, de fournir au public une information juste et saine et d'être une presse au service du développement.

Au fil des années, l'audience sur le plan national a eu des échos à l'extérieur, où *Le Républicain* a tissé de nombreux réseaux de collaboration et de partenariat.

Le journal a ainsi bénéficié en 1998 de l'aide de l'Agence internationale de la francophonie. Par ailleurs, pendant des années, le journal a été le représentant exclusif de l'Hebdomadaire Panafricain *Jeune-Afrique* au Mali. Aujourd'hui, *Le Républicain* a des correspondants à travers le Mali et certains pays voisins, notamment en Côte d'Ivoire. Le journal dispose en outre d'un réseau d'abonnement au Mali et à l'extérieur.

2^{er} prix Articles en français

La gagnante : Mme Josette Barry

Après des études de Droit à l'université d'Abidjan, Josette Barry est entrée en 1984 au Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) Université Cheikh Anta Diop de Dakar où elle a obtenu, trois années plus tard, son diplôme en journalisme.

En janvier 1988 elle a été recrutée à Fraternité Matin en qualité de journaliste après une année de piges. Mais bien avant, elle avait fait partie de l'équipe initiale du premier quotidien du soir *Ivoir'Soir* édité par *Fraternité Matin*. Depuis, Josette Barry s'est intéressée aux

problèmes de la petite enfance, sujet sur lequel elle a écrit de nombreux articles.

Quand le *Cahier Education et Communication* a été créé en avril 2003, c'est tout naturellement que la Direction a décidé qu'elle en serait le chef.

Rédacteur en chef de la rubrique *Société* depuis 1994, Josette Barry fut aussi responsable de la rubrique *Economie* de 2000 à 2002. Elle compte à son actif plusieurs années de militantisme au sein des associations professionnelles de journalistes et a géré la Maison de la presse d'Abidjan dont elle est la première vice-présidente.

Josette Barry ▶

L'article



Enseignement supérieur : le grand sinistré

Par JOSETTE BARRY, *Fraternité Matin*, 19 novembre 2003

En dépit de toutes les professions de foi visant à sa réhabilitation l'enseignement supérieur continue de se débattre dans les nasses du filet du désordre, de la violence. Pour tout dire, il est en ruines.

Ruine matérielle et financière mais aussi ruine intellectuelle et morale. Pourtant, l'échéance de toute entreprise visant à sa remise en état risque d'être retardée si la situation socio-politique ne se normalise pas dans les plus brefs délais.

Le moins difficile avec l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire, c'est que les maux qui le minent sont depuis fort longtemps connus. Et ce ne sont pas non plus les professions de foi annonçant la

ferme volonté de le sortir du tunnel qui ont manqué.

Depuis au moins une dizaine d'années, colloques, actes et autres assises (la dernière fut celle de Yamoussoukro organisée par le professeur Seri Bailly) ont proclamé et consigné les actions à mener à court, moyen et long terme, pour amener cet ordre d'enseignement, le dernier degré dans la recherche de connaissances, à retrouver son visage d'antan et espérer répondre aux multiples et légitimes attentes de la communauté.

Hélas ! L'enseignement supérieur public et ses universités notamment peinent à faire leur mue nécessaire pour faire ce bond qualitatif.

Il faut savoir que les difficultés ont commencé à apparaître lorsqu'en 1987, l'effectif de l'Université d'Abidjan est passé à 14 230 étudiants, alors qu'elle n'avait été construite que pour 7 000 personnes.

Ces difficultés se sont accentuées au fil des années, eu égard au fait qu'on affichait alors de très grandes ambitions pour l'enseignement supérieur avec le développement d'un pôle d'excellence à Yamoussoukro à travers les grandes écoles telles L'INPHB, l'ENSA et l'ENTP. L'Université d'Abidjan-Cocody qui est demeurée seule jusqu'en 1992 continuait de recevoir les milliers d'étudiants qui frappaient à sa porte.

Le fossé entre l'offre en matière de places disponibles, et la demande s'est davantage accentué. Tant et si bien que l'ouverture à partir de 1992 et de façon successive de 2 autres universités publiques (Bouaké et Abobo-Adjamé) n'a rien changé à la situation. A côté de ces universités publiques et de leurs appendices, les unités de recherche de l'enseignement supérieur (URES) de Korhogo et de Daloa (dont l'implantation est un échec selon de nombreux observateurs).

Le dispositif est aujourd'hui complété par 100 établissements d'enseignement technique supérieur

privé et 39 établissements hors ministères.

L'essor de l'enseignement privé

Le constat est le suivant aujourd'hui. Devant l'incohérence affichée du système d'enseignement supérieur public avec ses programmes d'enseignement inachevés, le peu de crédibilité de ses diplômés, le cursus rallongé des étudiants et la faible fluidité constatée du système. Devant les faibles taux de réussite enregistrés depuis au moins deux décennies et l'érection de la violence en « système de gestion » par les étudiants, le développement de l'enseignement supérieur voulu et encouragé est devenu une alternative incoutournable.

Car, alors même qu'on observe ce dysfonctionnement dans le public, avec un calendrier académique tronqué, on constate que dans les universités privées et dans les grandes écoles publiques, le fonctionnement reste globalement régulier. Il reste à souhaiter que le développement du privé ne contribue pas à renforcer le dysfonctionnement dans le public avec la fuite des cerveaux internes. Observée avec le départ des enseignants du public vers les structures privées, fuite interne qui est venue s'ajouter à la fuite externe vers les pays européens notamment.

Le manque d'enseignants est depuis longtemps devenu notoire, dans les universités. Les conséquences on les connaît. Des enseignements ne sont plus assurés ou le sont en dents de scie. Dans certaines unités de formation et de recherche (les structures qui ont remplacé les facultés), le souvenir des travaux dirigés est lointain. L'on ne se contente que des cours magistraux délivrés dans les amphithéâtres (cf tableau portant sur les besoins en enseignants dans le public au titre de l'année 2003-2004).

Devant ce manque notoire d'enseignants, les offres de formation restent limitées avec très peu de filières professionnalisées. Autre

risque, celui de voir se multiplier les filières de formation avec les diplômés maisons qui ont du mal à être acceptés sur le marché de l'emploi. Ces diplômés maisons provenant du privé, en dépit des assurances données par le ministre de l'Enseignement supérieur, M. Zémogo Fofana, aux députés lors de son récent passage à l'hémicycle sur leur invitation. Malgré le flux observé vers les établissements d'enseignements supérieurs privés, le contingent d'étudiants candidats à une inscription dans les universités reste élevé. Une surpopulation devenue mortelle et qui a des conséquences énormes sur la qualité du travail fourni à tous les niveaux ainsi que sur la vie sociale sur les campus avec une politisation excessive du milieu.

La violence comme un exutoire

Mais aussi une image ternie des étudiants qui, à travers leurs organisations, utilisent de plus en plus, la violence comme un exutoire. Beaucoup d'encre a coulé, ainsi que beaucoup de salive sur la question de la violence. Celle-ci a même fini par être transportée hors du cadre des campus après y avoir été incrustée comme un kyste. Aujourd'hui, les étudiants tentent de l'ériger en système de gestion. La preuve de ce comportement est la récente descente que des éléments de la FESCI ont faite sur le temple des morts qu'est Ivosep le 18 octobre dernier. Cette grande misère morale côtoie quotidiennement cette autre misère en ce qui concerne les équipements et les infrastructures. Avec la dégradation constante des conditions de travail et de vie des étudiants, des enseignants et des personnes techniques d'appui. N'échappent pas à ce sinistre les services de scolarité et les centres régionaux des oeuvres universitaires. Si dans les premiers, le manque de personnel structurel qualifié et celui de l'équipement informatique ont donné lieu à la non maîtrise des effectifs et à la non gestion du cursus des enseignants, dans les

seconds on assiste non seulement à l'obsolescence des infrastructures et à leur insuffisance caractérisée, mais également à la dégradation conséquente de l'environnement dans lequel évoluent enseignants et personnels d'appui technique et administratif. Avec en prime, le développement de la promiscuité et des maladies, notamment, des infections sexuellement transmissibles.

La question devenue lancinante des bourses constitue un autre champ de bataille. Elles font l'objet de grèves et de revendications récurrentes de la part des étudiants et contribuent à perturber le calendrier académique.

Mesures à prendre

La grande question que l'on se pose aujourd'hui est celle-ci : doit-on oui ou non maintenir la bourse et les aides, vu le très faible pourcentage d'étudiants bénéficiaires. Car sur 122.829 étudiants au total, c'est seulement 15% d'entre eux qui reçoivent la bourse. Le montant global de cette enveloppe est de 7.455.627.52. F CFA.

Pour ceux qui poursuivent leurs études hors de la Côte d'Ivoire et qui reçoivent des bourses ou de Secours financiers, le montant octroyé est de 3.750.000.000 de FCFA. Pendant que l'Etat prend en charge 79% d'étudiants inscrits dans les établissements privés à un coût global estimé à 8.360.000.000 de F CFA. Le problème de l'opportunité de la bourse se pose dans les mêmes termes quand il s'agit des logements. Car seulement 29% (soit 16,3 %) sont officiellement logés. Pire, le système de gestion et d'octroi des logements, associant les étudiants à travers la FESCI, a montré toutes ses limites. De fait, les logements sont pris « en otage » par cette structure estudiantine qui impose son diktat dans leur attribution. Conséquence, on a observé impuissants à l'installation sur le campus d'individus venus d'ailleurs et qui ne justifient pas de la qualité d'étudiants, C'est de ce côté-là qu'il faut aussi rechercher l'une des causes de la violence qui s'est incrustée. dans les cités et sur les campus. Pour tout dire, l'enseignement supérieur demeure l'un

des parents pauvres du système éducatif ivoirien. Il ne reçoit que 18 % du budget de l'éducation dont 13 % sont consacrés aux salaires et au fonctionnement administratif. Des réformes qui regroupent des mesures d'ajustement et d'expansion ainsi que des actions visant à améliorer la qualité de cet ordre d'enseignement sont préconisées. Sur elles s'appuieront les nouveaux défis de l'enseignement supérieur qui portent sur la gestion des effectifs, la satisfaction des besoins en enseignants, l'ajustement des budgets aux besoins réels par l'intermédiaire de mécanismes pérennes de financement. Tout cela devra concourir au rétablissement du calendrier académique, à l'éradication de la violence et à la poursuite de la politique de décentralisation et de régionalisation.

Josette Barry ▶

Fraternité Matin

Fraternité Matin est un journal de service public créé le 9 décembre 1964. Feu Félix Houphouët-Boigny et quelques barons du parti démocratique de Côte d'Ivoire – Rassemblement démocratique africain (PDCI RDA) en étaient les fondateurs.

Considéré comme un journal pro-gouvernemental de décembre 1964 à février 2002, ce quotidien à vocation nationale a connu dans les années 80 des tirages qui avoisinaient 100.000 exemplaires. Au début des années 90 le printemps de la presse qui a vu apparaître près de 200 titres sur le marché, a fait craindre sa disparition. Mais le journal a résisté. Il a changé sa ligne éditoriale depuis 2 ans et est devenu le premier en tirages avec 25.000 exemplaires par jour.

Il est également le premier espace pour les annonceurs. Depuis avril 2003, il publie un cahier spécialisé sur les thèmes suivants : éducation, communication, sport, santé, économie, environnement, régions, Frat-Mat en ligne et diplomatie, diaspora.

Dans quelques mois il mettra sur le marché un hebdomadaire sportif, un mensuel de l'économie et un mensuel de l'éducation.

1^{er} prix

Articles en anglais

Le gagnant :

M. Nkgakga Monare

Né en 1975, dans les zones rurales de la province de Limpopo, à 350 km au nord de Johannesburg, en Afrique du Sud, j'ai fait mes études secondaires au Lycée Malebo dont j'ai obtenu le diplôme en 1994. Lors de mon séjour dans cet internat, j'ai créé et rédigé le journal de l'école appelé *Pionneer* (Le pionnier). Il se concentrait sur les questions de développement au sein de l'école et de la communauté.

J'ai commencé ma formation de journaliste au Technikon Northern Gauteng (qui s'appelle maintenant l'université Tswahne de technologie après la fusion avec deux autres établissements techniques).

Lors de mes études au Technikon, j'ai travaillé en tant que reporter au journal du campus appelé alors *TNT Update* et bien que je couvrais, à l'époque, toute une gamme de questions, je m'intéressais essentiellement à la politique estudiantine.

Au cours de ma seconde année au Technikon, j'avais des petits contrats de pigiste, j'ai obtenu une bourse et je suis allé au journal de la ville, le *Pretoria News*. J'ai continué cependant, à utiliser mes contacts sur le campus pour couvrir les problèmes de politique estudiantine.

En 1998, le rédacteur m'a confié le domaine de l'éducation. En

tant que reporter en la matière, j'ai été amené à couvrir tous les domaines éducatifs – depuis le développement de la petite enfance, l'enseignement général, post-scolaire et supérieur, jusqu'à l'éducation de base pour adultes. Je me suis surtout intéressé à l'enseignement dispensé dans les provinces tout en rédigeant des articles sur les politiques nationales et leur incidence sur les écoles et autres institutions d'éducation.

J'ai noué des contacts principalement avec les enseignants, les élèves des écoles, les parents, les étudiants, les universitaires, les analystes et les responsables de politiques.

Je suis ensuite passé au journal *The Star* en tant que reporter d'éducation, portant une attention particulière aux politiques nationales d'éducation. *The Star* est le premier quotidien d'Afrique du Sud dans le groupe *Independent Newspapers Group* basé en Irlande.

J'ai ensuite été nommé correspondant permanent pour la South African Broadcasting Corporation (SABC News), la radio publique nationale. J'étais responsable du service des informations radiodiffusées et télévisées sur l'éducation, de la couverture des provinces (rurales et urbaines) et de la politique nationale. En tant que présentateur

de l'audiovisuel public, mes reportages sur l'éducation étaient moins axés sur l'économie et les politiques éducatives et davantage orienté vers la transformation sociale, l'attention envers les populations pauvres, l'accès et la possibilité de faire face au coût de l'éducation ainsi que les dépenses publiques d'éducation.

En 2003, je suis entré comme correspondant principal d'éducation au *Sunday Times*, le journal du dimanche le plus important d'Afrique du Sud, avec plus de 3 millions de lecteurs. Le lectorat cible du *Sunday Times* étant principalement composé de membres de la classe économique supérieure, mes reportages ont de nouveau eu trait à l'économie et à la politique de l'éducation, laissant les problèmes de transformation sociale en retrait. Cependant, j'ai continué à mettre en lumière tous les aspects de l'éducation, d'où l'article que j'ai rédigé et qui m'a valu ce prix.

J'ai quitté le *Sunday Times* pour retrouver les *Independent Newspapers* en tant que rédacteur principal et correspondant politique, d'abord basé au siège de leur journal du dimanche de Johannesburg (*Sunday Independent*) et actuellement à celui de mon ancien journal (*The Star*). Etant donné ma passion pour l'éducation, je suis toujours conseiller officieux de la salle de presse en matière d'éducation.

Parallèlement, j'ai poursuivi des études à temps partiel et je suis titulaire d'une Licence (BA) avec mention de l'Université de Witwatersrand de Johannesburg et je prépare activement un diplôme de Maîtrise sur les média.

Nkgakga MONARE

The blackboard sanctuary

Faced with a growing number of Aids orphans, a Pretoria school has come up with a model support scheme, writes MOSHOESHOE MONARE

KHANYI Mothutsi is a bubbly, talkative and smart 15-year-old pupil at Bokgoni Technical High in Atteridgeville, outside Pretoria. "Hi, I understand you are looking for me," she says, with a twang in her voice that is mocked by her peers as a product of her schooling at a former white suburban school. But behind her lively, broad smile lies a traumatic loss. Her nine-month-old brother, father and mother died last year of a "mysterious illness". And her name is not Khanyi Mothutsi, but that is what we are calling her to protect her.



'We're faced with traumatised learners who need counselling and understanding. These are realities in our current Aids threatened education system'

Excellence Education
 Renewal Education by the Century
 Time not Money
 Quality

The blackboard sanctuary

By Nkgakga Monare, Sunday Times, August 24, 2003

Faced with a growing number of Aids orphans, a Pretoria school has come up with a model support scheme, writes MOSHOESHOE MONARE

KHANYI Mothutsi is a bubbly, talkative and smart 15-year-old pupil at Bokgoni Technical High in Atteridgeville, outside Pretoria.

"Hi, I understand you are looking for me," she says, with a twang in her voice that is mocked by her peers as a product of her schooling at a former white suburban school.

But behind her lively, broad smile lies a traumatic loss. Her nine-month-old brother, father and mother died last year of a "mysterious illness". And her name is not Khanyi Mothutsi, but that is what we are calling her to protect her.

The girl's life-orientation teacher, Sithokoziso Blom, says Mothutsi is putting on a brave face, but inside she is emotionally hurt.

"She seems okay on the surface

but deep down she is deeply traumatised by what has happened in her family," Blom says. "She needs emotional support."

Mothutsi says she is well looked after by a relative, but adds: "I miss my mom. I wish I could talk to someone."

Her teachers say her performance at school, once above average, has deteriorated since the deaths.

Blom says a number of pupils at Bokgoni are experiencing emotional breakdowns due to the loss of their parents.

"They are often teased by other heartless children, especially on Mother's Day about who are they going to give gifts to," Blom says.

Mothutsi is one of the 32 orphans at Bokgoni High; 17 parents have died since January due to what the school community euphemistically terms "mysterious illness".

And the number is rising. This week alone, two deaths were reported.

George Sono, a teacher, says the pattern of deaths and the nature of ailments suggest the true reality of Aids. "It's difficult for children to open up, but we talk to them and we get a sense of what's happening in their homes," he says.

Deputy principal Vivian Bopape says: "We just announce at the assembly that they [the parents] have died due to illness. As long as children don't disclose [the cause] we don't inquire, because there is a stigma attached to Aids."

The situation has turned teachers into social workers and the school into a charity organization.

The government's nutritional scheme has not yet reached secondary schools, but Bokgoni did not wait for a government intervention programme. Instead, the school started a tuck shop, making and selling *sephatlo*, Pretoria's street sandwich (loosely translated as 'half').

This is a quarter of a loaf of bread filled with chips, cheese, polony and mango atjar, explains teacher Violet Raphiri.

"We give [sephatlo] to the orphans free of charge. We noticed they were hungry most of the time and couldn't afford to buy something to eat. This affects their attention span and performance in class," says Raphiri.

Orphans such as Kedib one Rakgotso (not her real name), 16, who lost her parents this year, benefit from the school's feeding scheme. She and her brother live with an aunt who earns R320 a month. And while there is enough money for food for about two weeks, she has come to rely on the school's *sephatlo*.

"Our aunt just buys us cake flour and we are able to bake dumplings. But if the flour is finished, there's no money to buy bread," says Rakgotso.

But some pupils tease her. "Some orphans end up not going to get their free lunch, but we often intervene and talk to them," sighs Blom. "Some of these children can be cruel, you know."

Ignatius Jacobs, Gauteng Education MEC, says his department, along with the social welfare department, are investigating the ex-

tent of the problem and the number of orphans in the province.

"We are going to introduce a smart card that will give orphans free access to basics such as food and clothes," Jacobs says.

Elsewhere in South Africa, similar situations exist. There are 25 000 orphans in schools in Limpopo Province and Mandla Msibi, spokesman for KwaZulu-Natal's Education Department, says a major challenge is to train teachers to deal with orphans.

Mpumalanga also has what education spokesman Thomas Msiza calls a "serious problem" with Aids orphans. "We don't have programmes for material support as yet," he says.

Apart from food, many of Bokgoni's pupils have other needs that need to be met. Bopape says the school's alumni donate uniforms. "We also ask our teachers to donate their clothes, which we give to some of the pupils for the matric dance. They don't feel out of place and lonely that way."

But the most daunting challenge to teachers is meeting the orphans' emotional needs. "We are faced with traumatised learners who need [psychological] counselling and understanding. These are realities in our communities. Aids is threatening our education system," Bopape says.

Blom is Bokgoni's only life-orientation and guidance teacher. Although she is not a qualified counsellor, she holds sessions with pupils. "If I sense some emotional breakdown and other problems, I refer them to the community social

workers as we don't have educational psychologists around."

Blom admits that she cannot cope alone. "It is not easy to attend to the emotional needs of all of them as I also have to attend to 400 children in my classes, I have to mark their work and monthly tests."

Nevertheless, Bokgoni has grown into a beacon for 1307 pupils from Atteridgeville and surrounding informal settlements. Its tenacious optimism has seen pupils flocking to the school, previously spurned as a low-class handicraft college. (It now offers mathematics and science as compulsory subjects.) Pupil numbers grew from 130 in 1997 to more than 1 307 this year. As a result, teachers have been forced to use classrooms at two neighbouring schools.

Bokgoni's results have also improved dramatically. In 1994, the 18 matriculants who wrote the final exams all failed. Last year, 88% of the 34 matriculants passed.

However, like at any other South African school, keeping quality teachers is a huge problem. The school is feeling the effects of the Gauteng Department of Education's strategy of making most posts temporary. Out of Bokgoni's 40 teachers, only 17 are permanent. The rest are employed on a three-month contract basis.

Still, after realising the true impact of HIV/Aids on their school, pupils have decided to bond together and form a "front" to deal with preventive measures and educational campaigns.

"We have realised the only way to deal with these problems is to

encourage learners to get involved," says Raphiri. The school has selected 18 pupils to form a "cabinet", with each learner allocated a "ministry" or portfolio. These include the ministries of environment, education, health, sports and welfare.

"As minister of health my responsibility is to come up with a plan that will help us to spread the Aids message to the school, youth and the community," says Kholofelo Mokwena, 16, a Grade 10 pupil.

"I would want my mother to talk more to me about Aids and sexuality, but she doesn't. Hence I am leading this campaign to get more Aids education and parental involvement," Mokwena says.

Chairman of the cabinet, Kgaohelo Ramohwebo, 16, says their biggest struggle is to raise money to fund programmes and help orphans.

"We came up with a plan to donate at least R1 a month, but it is difficult to get money from pupils because most of us are from poor families," he says.

The pupils have formed a Sepedi dancing group as part of their fundraising efforts. The group's colourful costumes and heartfelt performances stand for strength, hope and determination to overcome the social hardships facing their classmates and their school.

At Bokgoni, teachers and pupils have managed to turn a centre of learning into a compassionate home for pupils living with pain and emotional emptiness.

Nkgakga MONARE ▶

Sunday Times

Le *Sunday Times* est un hebdomadaire grand format édité à Johannesburg et tirant à plus de 500 000 exemplaires pour un lectorat de 3,5 millions de personnes. Premier journal sud-africain, il est diffusé dans l'ensemble du pays et dans les pays voisins membres de la SADC. S'il peut se targuer d'avoir une audience « arc en ciel », le *Sunday Times* vise surtout le segment supérieur du marché, mêlant informations type tabloïds et analyses politiques sérieuses. Un universitaire lui a reproché de « vouloir plaire à tout le monde », mais son point fort réside dans la qualité de ses enquêtes, qui lui vaut une réputation de scoops et autres révélations. Le journal se préoccupe aussi des questions d'éducation, de santé et de société, en privilégiant l'éclairage politique.

2^{ème} prix Articles en anglais

La gagnante :

Mme Maggi Barnard

Maggi Barnard est journaliste pour *The Namibian* depuis quatre ans. Elle est basée sur la côte à Swakopmund et couvre les nouvelles de la région d'Erongo qui s'étend sur huit villes.

Elle a commencé sa carrière de journaliste en 1991 à Windhoek, capitale de la Namibie. Elle a déménagé sur la côte en 1993 pour assumer le poste de rédac-

trice et, ultérieurement, celui de responsable principale de la communication d'une grande société minière avant d'entrer au *Namibian*, en l'an 2000.

Née et élevée à Windhoek, Maggi a passé la plus grande partie de sa vie en Namibie. Elle est allée étudier quatre ans en Afrique du Sud à l'Université de Stellenbosch où elle a obtenu son diplôme de journaliste avec

mention. En 2002, elle a repris ses études par correspondance et a terminé sa Maîtrise de journalisme en avril 2004. Seule représentante du *Namibian* dans la région d'Erongo, Maggi couvre tous les faits divers depuis la criminalité, le tourisme et les problèmes d'autorité locale jusqu'aux affaires judiciaires. Elle contribue également régulièrement au supplément *Youthpaper* et rédige des enquêtes pour le supplément hebdomadaire sur les loisirs, le *Weekender*. Elle est intéressée par les questions d'environnement et est responsable de la page hebdomadaire sur ce sujet.

Durant ses loisirs, Maggi travaille en free lance pour des publications tant en Afrique du Sud qu'en Namibie.

Maggi Barnard ▀

L'article



Education on the move

By Maggi BARNARD

The Namibian, July 29, 2003

Most of us picture a conventional classroom with desks, chairs and a blackboard when we hear the word school.

It is not the case for many children in Namibia who have never been inside a proper classroom. This does not mean though they do not go to school.

More than 2 500 children in the area north west of Opuwo in the Kunene region are part of a very special and unique school, known as the mobile school.

It is registered as one school with a principal and three department heads, but consists of 30 units spread out all over the region. Instead of conventional, permanent school buildings, the units consist of tents, which are used as classrooms. The learners sit on fold-up camp stools at fold-up tables. There is a portable blackboard, while posters and pictures cannot be stuck on the walls, but hang from a line like washing.

The idea is to make the school as flexible as possible to fit in with the nomadic lifestyle of the Ovahimba and Ovathemba people in the region. The units can therefore be packed up and moved to a new location whenever the communities have to move to find new water or grazing for their livestock.

Units are also flexible with their school hours to fit in with household tasks, such as herding cattle or fetching water, the learners have to perform at home.

“When parents tell us they need the children at home in the morning for herding duties, we start school later,” a teacher at Onyuva (north of Orupembe), Bastar Tjipombo told the Youthpaper. He is one of two teachers at Onyuva teaching

35 learners from Grades 1 to 6.

According to Kabajani Kamwi, regional director for education in Kunene, the programme started with six units in 1998. Today there are 30 units with 73 teachers and about 2500 children.

The programme ties in with government’s policy to provide education for marginalised children. “It was always a problem to capture the Ovahimba and Ovathemba children,” said Kamwi. The Norwegian government was interested in the policy to provide equitable access to schooling for all children and provided the money for a feasibility study in 1995.

The mobile school programme was launched in 1998 with the Namibia Association of Norway (Namas) as a partner.

According to Kamwi this agreement runs out in 2005 when government will take over completely. At the moment Namas pays half of the teachers’ salaries, and provides logistical support, learning materials and stationery.

It was clear the Onyuva learners did not lack aptitude and enthusiasm for learning as they eagerly asked and answered questions during a recent visit.

Kaingona Tjiumbua, who is in Grade 2, and one of only three girls in the school, said her favourite subjects were maths and English. She wants to become a teacher one day and asked what she needed to do to become qualified.

Another learner in Grade 5 said he liked maths because it helped to open his mind, and he liked to calculate fast. Most of the learners, wanted to become teachers, policemen, nurses or doctors. One of them said he wanted to be the chairperson of the Integrated Rural Development. and Nature Conservation (IRDNC) one day.

IRDNC is a non-governmental organisation (NGO) working in the region and took the Onyuva learners on a trip to Puros last year to see the wildlife and teach them

about their responsibility towards the environment. Many of them saw elephant, giraffe, zebra, ostrich and oryx for the first time.

This trip was clearly a highlight as they still fondly recalled all the animals they saw and what they had learned, from the experience.

“We want those animals at Onyuva as well,” said one, “so tourists would come here. The community will then start looking after the environment.” Another said if they had those animals at Onyuva they could introduce trophy hunting which would bring financial benefits to the community.

Euphrasius Dawids, senior field officer of the IRDNC said it was very exciting to take the learners on these trips. “It is great to see them coming out of their shells. These trips broaden their horizons so much as they are taken out of their environment to experience many new things.”

Many Ovahimba and Ovathemba parents are starting to realise the value of an education for their children. Before they were hesitant to send their children away to schools that were only situated in towns. This meant they could not help out with duties at home any more. In many cases children lost their traditions.

For the chairperson of the Orupembe conservancy, Uripaue Tjiningire, it is important that his two children finish Grade 12 and get a further education.

He said he would love to see one of them become a journalist. He has a boy and a girl at Onyuva. “It used to be very difficult for us to send our kids to school as it was not in our culture. It is only those parents who have opened their minds that send their children to school.” He said the mobile school has helped them a lot as they no longer need to send their children far away to school.

Maria Mupurua, who serves on the Orupembe conservancy committee, feels it is a good thing that her

son is going to school. She wants him to finish Grade 12. She said it was not a problem that he was at school, because she had another child at home to help with the duties. "He is not interested to attend school." She wants her baby daughter to also go to school one day.

So far many more boys attend school than girls. The split is 70 to 30 per cent between boys and girls. Kamwi did not want to speculate on the reasons for this. The teacher at Onyuva said it was either that many girls were not interested in school, or the parents did not send them. The three girls at Onyuva were very enthusiastic about their studies.

According to the regional director proof of the success of the programme is the tremendous growth in units from six to 30. "We are very pleased with the success. The communities have definitely become more open to the idea of school."

While the mobility of the units has presented some problems, such as a settlement splitting in two when moving to a new location, Kamwi said they had to keep on being flexible. On the other hand there is a move to make some schools permanent. About six of the units are no longer housed in tents. At Puros and Otjinungua, Raleigh International has helped to build

permanent classrooms. "We are trying to make the units conform to conventional schools as much as possible as we do not want to offer a second class education to these children," said Kamwi.

Whether they sit in tents on fold up chairs, or whether they have upgraded to a conventional classroom, the children in the Kunene have proved it is possible to be educated no matter what the circumstances are.

Maggi Barnard ▀

The Namibian

Le journal *The Namibian*, qui paraît du lundi au vendredi, est le premier quotidien de langue anglaise du pays en termes de tirage et de lectorat. Lancé en 1985 avec le soutien de bailleurs de fonds par son actuelle rédactrice en chef, Gwen Lister, et un petit groupe de journalistes engagés, il entendait militer en faveur de l'indépendance du pays vis-à-vis de l'Afrique du Sud, combat qui aura finalement duré 40 ans. Les premières années ont été difficiles, avec des tentatives visant à empêcher sa parution, l'emprisonnement de sa rédactrice en chef ou encore des attaques contre ses locaux menées par les forces de sécurité du gouvernement.

A l'heure de l'indépendance en 1990, les sources de financement se sont tariées et le journal a dû trouver des solutions pour survivre. Il a pour ce faire appliqué les meilleures pratiques commerciales, même s'il a fallu à l'occasion renoncer à sa sacro-sainte indépendance, associées à un travail acharné et une solide dose de bon sens.

Quinze ans plus tard, *The Namibian* peut se targuer d'être resté indépendant, avec un statut de fonds à but non lucratif. La taille du journal varie de quelque 24 pages (de lundi au jeudi) à 48 le vendredi, et quatre pages sont systématiquement rédigées en oshiwambo, la langue la plus pratiquée dans le pays.

Les lecteurs viennent de tous horizons, du citoyen ordinaire au décideur haut placé.

The Namibian publie également des suppléments hebdomadaires consacrés à l'automobile, à la jeunesse et aux loisirs.

Le journal a été récompensé par le prix africain du journalisme d'éducation de l'ADEA pour un article sur les écoles mobiles, publié dans le supplément « jeunesse », *The Youth Paper*.

Les membres du jury

Le prix a grandement bénéficié de la participation d'un jury de spécialistes de l'éducation et de journalistes distingués qui ont soigneusement sélectionnés les articles gagnants.

Nous les remercions pour leur contribution exceptionnelle.

Les membres permanents

Les spécialistes de l'éducation

Djibril Mama Debourou

Professeur à l'université Abomey-Calavi
Département des sciences de l'éducation

Penina Muhando Mlama

Directeur exécutif
Forum des éducatrices africaines (FEA), Nairobi

Katherine Namuddu

Directrice adjointe
Programme régional pour l'Afrique
Fondation Rockefeller de New York

Sibry JM. Tapsoba

Conseiller du vice-président de la BAD (Banque africaine du développement)

Les journalistes

Semgué Samba Kone

Manager of SNEPCI
Abidjan

Bob Doe

Rédacteur en chef
Le Times Educational Supplement Londres (TES)

Oluremi Oyo

Président
Nigerian Guild of Editors
Lagos

Adama Gaye

Journaliste
Ancien rédacteur en chef, *West Africa Magazine*

Les membres associés pour l'édition 2004

Françis Laloupo

Rédacteur en chef
Le Nouvel Afrique Asie

Victor Adefela

Consultant en communication, journaliste
Lagos, Nigéria

Brendan O'Malley

Chef du service international
Times Educational Supplement, Londres



**Association pour
le développement de
l'éducation en Afrique**



**GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COMMUNICATION
POUR L'ÉDUCATION ET LE DÉVELOPPEMENT**

Prix africain du journalisme d'éducation *Akintola Fatoyinbo*

Le **Prix africain du journalisme d'éducation** récompense les meilleurs articles sur l'éducation écrits par des journalistes africains et parus dans la presse africaine. En instituant un prix récompensant les meilleurs articles sur l'éducation parus dans la presse africaine, c'est la promotion de la communication sur l'éducation dans le paysage médiatique qui est visée ainsi que l'intérêt et l'engagement des médias pour l'éducation en Afrique.

Les articles sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- pertinence du sujet traité ;
- objectivité journalistique et rigueur dans l'analyse du sujet ;
- qualité rédactionnelle ;
- originalité de l'article

Les responsables de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) et de son Groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED) sont persuadés qu'un des moyens efficaces d'appuyer le développement de l'éducation est d'encourager la communication sur ce thème. Dans la mesure où les médias et les journalistes suscitent des débats publics sur les enjeux de l'éducation et les problèmes que doivent affronter les systèmes éducatifs, ils deviennent des acteurs à part entière du développement.

Organismes partenaires ayant participé aux activités
du Prix africain du journalisme d'éducation



Le prix africain du journalisme d'éducation est une initiative de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) et de son Groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED)

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

7-9 rue Eugène Delacroix, 75116 Paris, France

Tél : +33/ 145 03 7757 Mél : adea@iiep.unesco.org Site web : www.adeanet.org